

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG61/4

24 Juin 1999

(99-2578)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA TURQUIE ET LA LITUANIE

Questions et réponses

Les questions posées aux Parties et leurs réponses sont reproduites ci-dessous. Elles ont été structurées de la même façon que le document WT/REG61/3.

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

4. Données commerciales

Les Parties à l'Accord ont communiqué des données globales relatives à leurs échanges bilatéraux pour ces dernières années, à l'échelon du chapitre ou de la section. Ces renseignements sont utiles, mais ne répondent malheureusement pas à la demande du Comité. Les membres du Comité ne voient toujours pas bien comment sont traités certains types de produits en vertu de l'Accord. Les Parties affirment que tous les échanges sont visés par l'Accord, mais il apparaît que certains produits – principalement parmi les produits agricoles – ne font pas l'objet d'une élimination des droits de douane et pourraient ne bénéficier, en fait, que de préférences tarifaires. Les membres du Comité ont demandé, à plusieurs reprises, des renseignements statistiques qui feraient apparaître le volume/le type des échanges assujettis à divers traitements en vertu de l'Accord. Des données semblables ont été fournies par les parties à d'autres accords. Nous ne sommes pas prêts à achever l'examen factuel de cet Accord – ou de tout autre accord – aussi longtemps que des données satisfaisantes relatives aux échanges n'auront pas été fournies. Nous notons que si les Parties à l'Accord peuvent considérer que la signification de l'expression "l'essentiel des échanges commerciaux" est un thème relevant de la discussion sur les questions systémiques, les renseignements que nous avons demandés ont été fournis par les parties lors de l'examen d'autres accords. Veuillez fournir les données commerciales qui ont été demandées.

Nous prenons note avec satisfaction des statistiques relatives aux échanges fournies par les parties à l'Accord de libre-échange dans le rapport établi selon le modèle de présentation type. Nous serions heureux de savoir de façon plus précise quel pourcentage des échanges entre les parties à l'Accord de libre-échange (pour chaque partie):

En ce qui concerne les produits agricoles

- fera l'objet d'une élimination de droits/de réglementations;
- bénéficie de concessions (droits inférieurs aux droits NPF mais supérieurs à zéro et/ou contingents) ou est exclu du champ d'application des dispositions de l'Accord de libre-échange.

En ce qui concerne les produits industriels

- fera l'objet d'une élimination de droits/de réglementations;
- bénéficie de concessions (droits inférieurs aux droits NPF mais supérieurs à zéro et/ou contingents) ou est exclu du champ d'application des dispositions de l'Accord de libre-échange.

Voir l'annexe.

II. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE

5. Sauvegardes

Articles 16, 18, 19 et 21 (Ajustement structurel/Mesures d'urgence/Réexportation et pénurie grave/Procédures en matière de sauvegarde): les Parties peuvent-elles expliquer si, en pratique, les obligations découlant de ces articles et la manière dont elles seront remplies diffèrent de celles que les Parties doivent respecter dans le cadre de l'OMC? Les Parties peuvent-elles confirmer que les mesures appliquées en vertu de ces articles seront appliquées d'une manière non discriminatoire et sans léser les intérêts des États qui ne sont pas Parties à cet Accord de libre-échange?

Les Parties sont autorisées à prendre les mesures appropriées qui sont pleinement conformes aux obligations découlant des règles de l'OMC, selon lesquelles les mesures doivent être appliquées sur la base de la non-discrimination entre les États qui sont Parties et ceux qui ne le sont pas. De toutes les mesures de sauvegarde énoncées dans l'Accord, seule une mesure d'ajustement structurel prévue par l'article 16:2 de l'Accord, à savoir celle qui concerne les industries naissantes, ou certains secteurs en cours de restructuration ou traversant de graves difficultés, peut justifier qu'une marge de préférence soit accordée aux Parties. Même la possibilité de recourir à ce type de mesure en vertu de l'Accord est d'une durée limitée, puisqu'elle prend fin le 1^{er} janvier 2001.

Article 16 (Ajustement structurel): cet article prévoit la possibilité de prendre des mesures exceptionnelles concernant les industries naissantes ou les secteurs en cours de restructuration ou traversant de graves difficultés. Des mesures d'ajustement structurel ont-elles été prises et, dans l'affirmative, pour quels produits? Comment est-il décidé que des mesures exceptionnelles peuvent être prises?

Article 18 (Mesures d'urgence): des mesures de sauvegarde ont-elles été prises en vertu de cet article? Dans l'affirmative, pour quels produits et pour quelle durée?

Aucune mesure d'ajustement structurel au sens de l'article 16 ni mesure d'urgence au sens de l'article 18 n'a été prise par les Parties depuis l'entrée en vigueur de l'Accord.

Article 26 (Mesures prises à des fins de balance des paiements): les mesures prises à des fins de balance des paiements en vertu de cet article seront-elles appliquées de manière non discriminatoire et sans léser les intérêts des États qui ne sont pas Parties à l'Accord?

Les mesures prises à des fins de balance des paiements seront appliquées de manière non discriminatoire sans léser les intérêts des États qui ne sont pas Parties à l'Accord et conformément aux conditions énoncées dans les règles de l'OMC.

7. Subventions et aide de l'État

Article 25 (Politique de la concurrence): nous reconnaissons que la politique de la concurrence n'est pas explicitement régie par les règles de l'OMC. Toutefois, certains aspects de la concurrence sont visés par diverses règles de l'OMC, et nous serions donc heureux de disposer d'observations concernant les questions suivantes:

- **Quels sont les critères qui seront appliqués pour évaluer si des mesures empêchent, restreignent ou faussent le jeu de la concurrence, ou si des entreprises abusent de leur position dominante?**
- **Ces considérations font-elles l'objet de procédures juridiques spécifiques?**

Les critères permettant d'évaluer si des mesures empêchent, restreignent ou faussent le jeu de la concurrence sont explicitement énoncés à l'article 24. De plus, toute question relative aux règles de concurrence fait l'objet de consultations et les mesures sont prises au sein du Comité mixte et conformément aux lignes directrices énoncées dans l'Accord conclu entre chacune des Parties et l'UE.

8. Dispositions sectorielles spécifiques

8.1 *Agriculture*

Article 11 (Agriculture/Pêche): est-il envisagé d'établir la liberté des échanges dans le secteur de l'agriculture, ou d'étendre des dispositions existantes concernant l'agriculture et la pêche pour inclure un plus grand nombre de produits ou libéraliser davantage les échanges (par exemple, en éliminant les droits/les contingents applicables à des produits qui à l'heure actuelle ne figurent que parmi les produits devant bénéficier de concessions ou qui sont à l'heure actuelle exemptés)?

Les Parties se sont accordé mutuellement d'autres possibilités d'accès préférentiel aux marchés au titre de l'Accord pour un certain nombre de produits agricoles et de produits agricoles transformés, dans le cadre de listes positives. Selon l'article 11, la libéralisation plus poussée des échanges de produits agricoles est un élément important de l'Accord. Elle fera régulièrement l'objet d'un examen lors des réunions du Comité mixte.

9. Autres dispositions

9.2 *Monopoles d'État*

Article 20 (Monopoles d'État): quels sont les produits qui font actuellement l'objet de monopoles d'État? L'article 20 permet de penser que les monopoles d'État pourraient à l'heure actuelle prendre des décisions commerciales discriminatoires. Les Parties peuvent-elles confirmer que ces monopoles opèrent de manière compatible avec les dispositions de l'article XVII du GATT lors de leurs achats ou de leurs ventes à des pays tiers?

L'importation d'alcool et de boissons alcooliques, à l'exclusion du whisky et des vins mousseux naturels, est un monopole du gouvernement turc. Conformément à l'article XVII du GATT, le monopole prend ses décisions commerciales de manière non discriminatoire, sans créer aucun avantage pour les exportateurs lituaniens par rapport à ceux des États non Parties à l'Accord.

ANNEXE

Importations turques en provenance de Lituanie, 1995-1997,
selon les différents niveaux de droits prévus par l'Accord

Taux de droits	1995					
	Produits agricoles		Produits industriels		Importations totales	
	Milliers de dollars EU	%	Milliers de dollars EU	%	Milliers de dollars EU	%
0%	215	43	30 229	100	30 444	99
Inférieur au taux NPF	0	0	0	0	0	0
Taux NPF	282	57	0	0	282	1

Taux de droits	1996					
	Produits agricoles		Produits industriels		Importations totales	
	Milliers de dollars EU	%	Milliers de dollars EU	%	Milliers de dollars EU	%
0%	0	0	29 938	100	29 938	97,2
Inférieur au taux NPF	251	29	0	0	251	0,8
Taux NPF	606	71	0	0	606	2,0

Taux de droits	1997					
	Produits agricoles		Produits industriels*		Importations totales	
	Milliers de dollars EU	%	Milliers de dollars EU	%	Milliers de dollars EU	%
0%	0	0	38 562	100	38 562	98,4
Inférieur au taux NPF	0	0	0	0	0	0,0
Taux NPF	589	100	0	0	589	1,6

* Les droits relatifs à des produits assujettis à des calendriers seront supprimés en 2001.

Importations lituaniennes en provenance de Turquie, 1995-1997,
selon les différents niveaux de droits prévus par l'Accord

Taux de droits	1995					
	Produits agricoles		Produits industriels		Importations totales	
	Milliers de dollars EU	%	Milliers de dollars EU	%	Milliers de dollars EU	%
0%	709,5	34,26	4 971,0	87,18	5 680,25	73,08
Inférieur au taux NPF	0,0	0,00	0,0	0,00	0,0	0,00
Taux NPF	1 361,5	65,74	731,0	12,82	2 092,0	26,92

Taux de droits	1996					
	Produits agricoles		Produits industriels		Importations totales	
	Milliers de dollars EU	%	Milliers de dollars EU	%	Milliers de dollars EU	%
0%	673,75	60,09	8 102,00	92,33	8 775,75	88,68
Inférieur au taux NPF	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux NPF	447,50	39,91	672,25	7,67	1 119,75	11,32

Taux de droits	1997					
	Produits agricoles		Produits industriels*		Importations totales	
	Milliers de dollars EU	%	Milliers de dollars EU	%	Milliers de dollars EU	%
0%	406,25	34,68	14 008,25	88,76	14 414,5	85,02
Inférieur au taux NPF	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux NPF	765,25	65,32	1 773,75	11,24	2 539,0	14,98
